



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de La Réunion

ARRETE N° 2115 DRASS

***Portant modification des prix de journée applicables,
à compter du 1^{er} août 2005
à l'Institut Médico-Educatif « le Nid – Les palmiers »
géré par la Fondation Père FAVRON***

LE PREFET DE LA REGION ET DU DEPARTEMENT DE LA REUNION

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le décret n° 2004-1136 du 21 octobre 2004 relatif à certaines dispositions réglementaires du code de l'action sociale et des familles ;
- VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R 314-10, R 314-13, R 314-17, R 314-19, R 314-20, R 314-48, R 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU la circulaire DGAS/DSS/DGS/2005/154 du 22 mars 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes confrontées à des difficultés spécifiques (CCAA, CSST et ACT) ;
- VU l'arrêté ministériel du 16 mai 2005 pris en application de l'arrêté L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles fixant pour l'année 2005 les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés accueillant des personnes handicapées (journal officiel n° 125 du 31 mai 2005) ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 20 janvier 1999 portant confirmation de cession de l'autorisation de gestion de l'Institut Médico-Educatif « Le Nid Les Palmiers » à la Fondation Père Favron (ex-UOSR) ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 0277/DRASS/OSPS en date du 08 février 2005 portant fixation des prix de journée applicables à compter du 1^{er} février 2005 à l'Institut Médico-Educatif « Le Nid Les Palmiers » géré par la Fondation Père Favron;
- VU le courrier transmis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour l'Institut Médico-Educatif « Le Nid Les Palmiers » a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;
- VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courriers du 27 mai 2005 et 28 juillet 2005 ;
- VU les remarques exprimées par courrier transmis le 09 juin 2005 par la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif « Le Nid Les Palmiers » ;

ARRETE

Article 1er :

L'arrêté n° 277/DRASS/OSPS du 08 février 2005 fixant le prix de journée de l'internat à 191,22 euros et le prix de journée du semi-internat à 159,35 euros à compter du 1er février 2005 est abrogé.

Article 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'**Institut Médico-Educatif « Le Nid Les Palmiers »** sont modifiées et autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	329 738,91	3 515 277,87 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 870 299,96	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	315 238,99	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3 368 389,70	3 515 277,87 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent	146 888,17	

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte la reprise du résultat excédentaire de l'exercice 2003 pour un montant de **146 888,17 €**.

Article 3:

Pour l'exercice budgétaire 2005, les prix de journée moyens de l'**Institut Médico Educatif « Le Nid Les Palmiers »** sont fixés comme suit à compter du 1^{er} août 2005 :

Section IMP :

- Internat	:	152,45 euros
- Semi-internat	:	127,04 euros

Section IMPro :

- Internat	:	319,10 euros
- Semi-internat	:	265,92 euros

En application du deuxième alinéa de l'article R.314-35 du code de l'action sociale et des familles, il doit être procédé - lorsque la nouvelle tarification entre en vigueur - à la facturation du différentiel entre le prix de journée moyen annuel précité et le dernier prix de journée fixé.

Article 4 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 58-62, rue de Mouzaïa – 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 :

En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du code de l'action sociale et des familles, les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Réunion.

Article 7 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Denis, le 10 août 2005

**Le Préfet
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
Franck-Olivier LACHAUD**